

Mémoire au Comité spécial sur la réforme électorale

rédigé par Mark Jeffers
Victoria, C.-B.

Mémoire principal

Merci pour l'ensemble des efforts que vous avez déployés afin d'entendre le témoignage d'experts aussi bien canadiens que de provenance internationale. Comme tant d'autres, j'apprécie grandement l'occasion qui m'est offerte de contribuer directement au processus en cours, c'est-à-dire d'être entendu et d'avoir le sentiment que nous participons véritablement de façon concrète et déterminante au processus politique qui façonne notre pays. Ce sentiment diffère remarquablement des émotions qu'a suscité en moi notre participation à toutes les élections passées dont je peux témoigner. Transformons notre pays et faisons de chacun de ses électeurs un gagnant grâce à une nouvelle démocratie authentique!

Signification et légitimité

Je me suis toujours considéré extrêmement chanceux d'être né au Canada et d'y avoir vécu toute ma vie. Le service public et l'intérêt envers la politique ont toujours été au cœur de ma vie, ayant travaillé notamment à titre de scientifique du domaine de l'environnement pour le gouvernement, ainsi qu'occupé des postes d'enseignant et dans une bibliothèque publique. Cependant, je n'aurais eu que rarement, dans mon rôle d'enseignant, l'occasion d'être fier de notre gouvernement et de souligner son caractère exemplaire. Toute ma vie adulte, j'ai voté pendant presque un demi-siècle en étant persuadé que notre système électoral comporte des failles béantes et entraîne généralement un déficit démocratique démoralisant. Il est difficile de prétendre que le Canada est un pays démocratique, et encore plus une démocratie moderne, alors que chaque élection mène à des résultats absurdes tels que des balayages régionaux, un parti qui se classe deuxième au total des votes et forme pourtant un gouvernement dit majoritaire, un parti séparatiste qui occupe le quatrième rang et devient l'opposition officielle, alors que la plupart des électeurs sont privés d'un représentant conforme à leurs opinions. Des partis politiques peuvent conserver un monopole des sièges dans certaines régions du pays même si une partie importante de la population, et parfois sa majorité, est opposée à ce parti. Plus de la moitié des électeurs auraient pu rester chez eux lors de certains scrutins et ceci n'aurait eu aucune répercussion sur le résultat. On en vient à s'étonner que ces électeurs, comme moi-même, se soucient même d'aller voter, car nous savons trop bien qu'il est peu probable que notre vote soit véritablement représenté au Parlement.

Le système électoral actuel est d'ailleurs tel que les campagnes électorales sont maintenant dominées par des attaques partisans outrancières puisque la nature même du système encourage et récompense de telles tactiques. Notre démocratie poursuit ainsi son érosion. Des campagnes électorales peuvent cibler un nombre minuscule de circonscriptions où le résultat est constamment serré et imprévisible, et de faibles variations du pourcentage des votes dans celles-ci peuvent mener à de nouveaux gouvernements autoritaires dont la majorité est factice. Puis à l'élection suivante, d'autres variations mineures dans quelques circonscriptions mènent à un autre gouvernement dit majoritaire différent, mais tout aussi factice. En résultent des renversements de politique extrêmes et une succession de gouvernements aux orientations décousues. Ces changements de cap s'avèrent coûteux, gaspillent énormément de temps et d'efforts en projets de loi contradictoires, et surtout, ne représentent pas la véritable opinion moyenne des citoyens. Nous sommes un pays à la population de plus en plus diversifiée par sa provenance, ses opinions et son bagage d'expériences. Nous méritons tous d'être entendus et représentés lors des délibérations et des décisions du gouvernement. Le passage à une représentation proportionnelle est le seul choix acceptable pour notre pays, car ses avantages sont largement reconnus et ceux-ci commencent par un suffrage véritablement universel et une démocratie représentative de chacun des électeurs. Transformer notre système électoral modifiera en profondeur comment les gens votent, et par conséquent, comment nous sommes gouvernés. Il faut que les Canadiens se débarrassent de leur cynisme envers leurs gouvernements et les processus qui servent à les élire.

Tous les grands partis nationaux à l'exception des Conservateurs (qui ont exprimé clairement qu'ils ne souhaitent aucune réforme ni discussion à son sujet) ont fait campagne pendant l'élection fédérale de 2015 en faveur d'une réforme du système électoral. Le Parlement actuel dispose ainsi d'un mandat inattaquable lui permettant de procéder aux changements nécessaires avant la prochaine élection générale. Une vaste consultation et l'apport d'experts sont essentiels, mais nous ne devons pas recourir à un référendum afin de décider si nous devons être équitables ou non et si tous les citoyens méritent ou non un vote significatif. Il s'agit d'un droit démocratique fondamental qui devrait être garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*. Un siècle s'est maintenant écoulé depuis les premières grandes mesures visant à rapprocher le Canada du suffrage véritablement universel et nous n'y sommes toujours pas. Le temps est venu.

Un seul parti réclame un référendum et il s'agit du même parti qui a prorogé le Parlement, a imposé l'adoption d'une loi électorale inéquitable, et a gouverné de façon autoritaire pendant plus de quatre ans tout en clamant sa légitimité parce que dit majoritaire. Ce parti est totalement dépourvu d'autorité morale et de crédibilité lorsqu'il s'oppose de façon opportuniste à une réforme électorale. Ses membres n'ont apporté aucune contribution constructive au travail du présent comité en tentant constamment, lors de leurs questions aux experts, de leur arracher un appui à leur demande d'un référendum. Refusent-ils d'appuyer la notion d'un système électoral équitable pour le Canada? Ont-ils ne serait-ce qu'une seule bonne idée à proposer en faveur d'une réforme électorale? En exigeant un référendum, on dirait qu'ils ne servent que les intérêts de leur parti.

Les référendums peuvent être instrumentalisés et suscitent presque toujours une participation inférieure à celle des élections. Le premier référendum à propos d'une réforme électorale en Colombie-Britannique a été appuyé par une majorité presque sans précédent, pourtant l'exigence d'une « super-majorité » par le gouvernement au pouvoir a mené à une défaite conforme à son intention puisque ce gouvernement était opposé à une réforme. L'exemple de la Colombie-Britannique constitue un puissant argument contre un référendum, tout comme l'exemple plus récent du Royaume-Uni et son aboutissement dit le « Brexit ». Les référendums comportent des carences énormes et ne constituent en aucune façon l'approche à privilégier afin de parvenir à une réforme du système électoral qui a déjà trop tardé. Cessons ces balivernes et appuyons-nous sur l'expertise acquise afin d'arriver à un système démocratique équitable qui représente chaque citoyen et confère au gouvernement sa légitimité par une réelle majorité grâce à la représentation proportionnelle. Ayons un gouvernement beaucoup plus actif afin d'informer et d'éduquer les Canadiens tout en encourageant leur participation citoyenne, plutôt que de les abandonner à des empires médiatiques dont le discours vise à distraire les électeurs, et non à mieux les préparer à participer aux décisions qui mèneront aux changements nécessaires dans notre pays.

Je suis quelqu'un dont les connaissances et l'intérêt envers la représentation proportionnelle sont supérieurs à la moyenne et je sais les mérites relatifs du vote unique transférable, du système mixte proportionnel et des autres variantes d'un tel système. Cependant, seuls ceux parmi vous qui êtes membres du comité spécial (autrement dit qui siégez à ce « jury » devant énoncer son verdict à l'égard de la réforme électorale) avez eu l'avantage d'écouter les nombreux témoins qui ont défilé ces derniers mois. Ceci vous confère un statut d'experts possédant les connaissances vous permettant de choisir et de mettre en œuvre le système électoral dont les modalités sont jugées les plus avantageuses pour le Canada. Vous avez été élus à cette fin. Le fondement même de notre démocratie représentative est que vous allez vous acquitter pleinement de votre devoir qui consiste à exaucer les vœux des citoyens, et vous apporterez à notre démocratie les changements nécessaires à un meilleur fonctionnement. Très peu de Canadiens sont intéressés à davantage que l'instauration d'un système électoral plus équitable. Nous vous laissons donc le choix des préférences techniques puisque vous êtes les experts, comme en toute autre matière législative au sein de notre démocratie représentative. Notre pays étant diversifié, les résultats de nos élections doivent refléter cette diversité et permettre son expression ainsi que l'exercice d'un pouvoir partagé grâce à des politiques où s'équilibrent la raison, la compassion et une volonté de coopération et de compromis. Aucune perspective minoritaire ne doit être dominante et en mesure d'ignorer la majorité privée de son expression politique. Il est tout simplement antidémocratique de permettre à une minorité de prévaloir sur la majorité. Les Canadiens devraient toutefois recevoir à propos du système électoral des renseignements à la fois abondants et impartiaux qui proviennent d'experts et traitent des changements nécessaires ainsi que de ceux recommandés. (La même remarque s'applique d'ailleurs aux membres du

Parlement, car bon nombre d'entre eux semblent d'une ignorance plutôt navrante à ce sujet.) Ce n'est qu'après le déroulement de plusieurs cycles électoraux ayant mis à l'essai le système de représentation proportionnelle retenu qu'un référendum devrait être envisagé. Un tel référendum pourrait avoir lieu, par souci d'économie, en même temps qu'une élection générale afin de mesurer la satisfaction des électeurs envers les changements apportés. Des raffinements ultérieurs seront toujours possibles.

Enfin, en ce qui a trait à la légitimité, nous devons nous préoccuper des façons dont le parti au pouvoir abuse de sa position au gouvernement afin d'infléchir l'élection en sa faveur. Un exemple frappant est le recours aux fonds publics afin de défrayer des campagnes de publicité coûteuses qui prétendent informer la population, mais servent en réalité à promouvoir l'image du parti au pouvoir au cours des mois qui précèdent une élection. Il devrait être absolument interdit de diffuser de telles campagnes pendant au moins six mois avant son déclenchement et un mécanisme de vérification devrait être prévu pour assurer la conformité à cette règle, assorti de sanctions sévères en cas d'infraction. La durée des campagnes électorales devrait être pareillement réglementée afin qu'elle soit fixe. Le gouvernement précédent, de façon clairement antidémocratique, a imposé aux électeurs ainsi qu'aux partis moins nantis une campagne électorale interminable, espérant épuiser financièrement ces derniers, lasser les électeurs et bénéficier ainsi de leur désaffection présumée.

Participation

Des recherches ont indiqué que si le système électoral est crédible, les gens sont plus enclins non seulement à voter, mais aussi à voter selon leur conscience en sachant qu'ils éliront quelqu'un représentant leurs opinions; ils auront également davantage confiance en leur gouvernement et aux parlementaires. La représentation proportionnelle contribue de surcroît à un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes et à une diversité accrue, car il n'existe plus aucune raison de voter de façon dite stratégique.

Changer notre système électoral modifiera en profondeur comment les partis politiques et les candidats mènent leur campagne et comment ils participent au gouvernement. Les politiciens sauront désormais, grâce à un système électoral plus réceptif aux vœux des électeurs, qu'ils doivent corriger leurs attitudes et leurs comportements belliqueux, être attentifs aux opinions de tous les citoyens et tenter de recueillir le vote de l'ensemble des Canadiens. Une approche de la politique (et des politiques) visant la coopération et la collaboration, et qui soit vraiment représentative de la diversité des opinions des Canadiens, pourra alors prévaloir, et une démocratie plus aimable s'installer qui réduira les agissements repoussants dont la politique partisane qui a cours aujourd'hui est devenue empreinte. La représentation proportionnelle pourrait avoir pour conséquence que des gouvernements de coalition deviennent la norme. L'histoire politique du pays nous apprend que certains de ses accomplissements les plus progressistes et les plus essentiels ont été réalisés lorsque des partis ont été contraints de négocier et de parvenir à des compromis et des consensus dans le cadre de gouvernements minoritaires ou de coalition. Les politiques de tels gouvernements minoritaires leur ont survécu en n'étant pas immédiatement révoquées par le gouvernement suivant, car la plupart des représentants élus s'étaient mis d'accord à propos de lois et de politiques centristes pouvant rallier une réelle majorité. De tels gouvernements mettront aussi un terme aux renversements de politique absurdes qui surviennent lorsqu'un gouvernement est défait pour être remplacé par une autre majorité parlementaire factice qui entreprend de démanteler plusieurs des initiatives du gouvernement précédent. La notion même de démocratie repose sur le principe que des gens aux opinions divergentes en viennent à des ententes dont tous peuvent s'accommoder. Aucune minorité ne devrait pouvoir gouverner aux dépens de la majorité.

Nous avons besoin également d'un vote obligatoire. Notre démocratie est malheureusement paresseuse et nous avons souvent renoncé par défaut à de nombreux leviers de contrôle en permettant à des gouvernements non représentatifs de définir le Canada, d'en modifier la trajectoire et de tenter d'en subvertir les valeurs fondamentales. Tous les électeurs potentiels ont le devoir de participer à la démocratie tout comme celui de payer leurs impôts et d'obéir aux lois. Les territoires de compétence où le vote est obligatoire ont des taux de participation beaucoup plus élevés et nous pourrions atteindre le même résultat au moyen de crédits d'impôt en cas de participation, ou d'amendes en cas d'abstention, à quelques exceptions près.

Des mesures pour inciter les jeunes adultes qui fréquentent l'école secondaire à s'inscrire sur les listes électorales et à se préparer à participer à notre vie démocratique seraient d'une valeur inestimable. Je ne suis pas d'accord que le droit de vote soit réservé aux hommes et aux femmes ayant atteint l'âge de la majorité. Si des mineurs peuvent être emprisonnés ou s'enrôler dans l'armée, ils ont alors le droit d'exprimer comment ils veulent que le pays soit gouverné. Notre démocratie est nettement plus à risque si des électeurs plus âgés, mal informés, cyniques et désabusés abdiquent leurs responsabilités, que si des électeurs jeunes et sans expérience y participent alors qu'ils sont souvent beaucoup plus enthousiastes, passionnés et motivés par un puissant désir d'équité. Offrons-leur un espoir et un fondement pour l'optimisme afin qu'ils entreprennent avec confiance leur périple sur le chemin de la citoyenneté participative.

Accessibilité et inclusion

Des outils supplémentaires devraient être disponibles dans les bureaux de scrutin pour les électeurs aux compétences limitées en matière de littératie comme on en trouve dans certains pays où l'on recourt par exemple à des images et des pictogrammes afin de permettre aux électeurs d'indiquer leurs choix ou leurs préférences. De telles mesures entraînent évidemment des coûts, mais les avantages valent ceux-ci. Tous les électeurs inscrits devraient disposer d'un accès égal à l'exercice du droit de vote.

Intégrité

Je n'ai rien entendu qui m'ait persuadé que le vote en ligne serait praticable à ce stade-ci alors que les experts nous mettent en garde à propos des atteintes potentielles à la sécurité. Je suis donc d'avis que recourir à grande échelle à cette technologie serait périlleux et inacceptable. Nous avons constaté des résultats électoraux franchement douteux dans d'autres pays, y compris aux É.-U., et sans une garantie de sécurité absolue et la capacité de vérifier chacun des votes, nous devrions nous abstenir de déployer quelque méthode de scrutin qui ne satisfasse pas aux exigences les plus élevées en matière de sécurité et d'intégrité. Une exception pourrait consister en la mise à l'essai d'un projet pilote à petite échelle pourvu que celui-ci franchisse avec succès des tests rigoureux quant à la sécurité et l'intégrité du vote, et que celui-ci puisse être validé par une vérification ultérieure.

Représentation locale

Les électeurs dans toutes les circonscriptions devraient disposer d'un accès raisonnable à leurs élus. La représentation des populations peu nombreuses dispersées sur de vastes territoires comporte des difficultés particulières qui devraient être résolues grâce à des mesures permettant des rapports optimaux entre les citoyens et leurs représentants, sans toutefois conférer à ces circonscriptions une influence accrue en matière législative.

Chaque vote doit peser de façon égale au Parlement. Des circonscriptions au vaste territoire devraient pouvoir offrir les services de « députés adjoints » ou quelque autre mécanisme facilitant l'accès aux représentants élus et les échanges avec ceux-ci sans toutefois que ces électeurs en région éloignée exercent au Parlement une influence supérieure à celle d'un nombre comparable d'électeurs en zone urbaine densément peuplée. Les services offerts à la population d'une circonscription et sa représentation au Parlement sont des aspects distincts, mais dans les deux cas, devraient s'équivaloir pour tous les électeurs quel que soit leur lieu de résidence au pays.

En terminant, je vous remercie encore et vous en conjure, veuillez persévérer afin d'apporter les réformes dont notre pays a désespérément besoin, et ne décevez pas les Canadiens qui se sont adressés à vous. Nous ne sommes pas suffisamment nombreux et notre message est assourdi par des médias dont les intérêts sont ceux d'une minorité. Les Canadiens qui chérissent ce pays et la diversité de ses citoyens constituent pourtant la majorité de sa population. Délaissez en cette occasion vos intérêts partisans et accordez la priorité à ceux du pays. L'histoire est en marche et les temps changent. De grâce, faites partie de la solution et proposez les changements au système électoral qui sont indispensables à notre avenir collectif. Il s'agit d'une évolution nécessaire et beaucoup restera à accomplir. Rendons les Canadiens fiers et faisons de notre pays un exemple d'une démocratie moderne qui soit à la hauteur des défis du XXI^e siècle!

Résumé

Signification et légitimité

- Notre système électoral fondé sur la victoire du candidat qui obtient une majorité simple est périmé, comporte des failles béantes et entraîne généralement un déficit démocratique démoralisant.
- Aucune perspective minoritaire ne doit être dominante et en mesure d'ignorer celle de la majorité.
- Un passage à une représentation proportionnelle est la seule évolution acceptable pour notre pays, car ses avantages sont largement reconnus en permettant surtout que chaque vote compte.
- Les résultats électoraux suivants sont absurdes et inacceptables : des balayages régionaux, un parti qui se classe deuxième au total des votes et forme pourtant un gouvernement dit majoritaire, un parti séparatiste qui occupe le quatrième rang et devient l'opposition officielle, et la plupart des électeurs privés d'un représentant conforme à leurs opinions.
- Des campagnes électorales peuvent cibler un nombre minuscule de circonscriptions où le résultat est constamment serré et imprévisible, et de faibles variations du pourcentage des votes dans celles-ci peuvent mener à de nouveaux gouvernements autoritaires dont la majorité est factice.
- Les gens ont le sentiment qu'il est peu probable qu'ils soient véritablement représentés auprès du gouvernement, et ne se soucient donc pas d'aller voter.
- Le système électoral actuel est tel que les campagnes électorales sont maintenant dominées par des attaques partisans outrancières puisque la nature même du système encourage et récompense de telles tactiques.
- Nous sommes un pays à la population diversifiée; nous méritons tous d'être entendus et d'être représentés lors des délibérations et des décisions du gouvernement.
- Transformer notre système électoral modifiera en profondeur comment les gens votent, et par conséquent, comment nous sommes gouvernés.
- Tous les grands partis nationaux à l'exception des Conservateurs ont fait campagne en faveur d'une réforme du système électoral; le Parlement actuel dispose d'un mandat inattaquable lui permettant de procéder aux changements nécessaires avant la prochaine élection générale.
- Les référendums comportent des carences énormes et ne constituent en aucune façon l'approche à privilégier afin de parvenir à une réforme du système électoral qui a déjà trop tardé; ils servent en fait à bloquer les réformes.
- Il faut que nos représentants élus devenus des experts en matière de réforme électorale choisissent et mettent en œuvre le système électoral dont les modalités sont jugées les plus avantageuses pour le Canada.
- Une vaste consultation et l'apport d'experts sont essentiels, mais il serait aberrant de recourir à un référendum afin de décider si nous devons être équitables ou non et si tous les citoyens méritent ou non un vote significatif; nous vous laissons, aux représentants élus, le choix des préférences techniques puisque vous êtes les experts, comme en toute autre matière législative au sein de notre démocratie représentative.
- Nous devons nous préoccuper des façons dont le parti au pouvoir abuse de sa position au gouvernement afin d'infléchir l'élection en sa faveur (par l'utilisation des fonds publics pour diffuser à des fins partisans des campagnes de publicité coûteuses, la prolongation induite des campagnes électorales, etc.).

Participation

- La représentation proportionnelle aura pour conséquences que les gens seront davantage enclins à voter, un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes parmi les représentants à la diversité accrue sous tous les aspects, et la fin du vote dit stratégique.

- Changer notre système électoral modifiera en profondeur comment les partis politiques et les candidats mènent leur campagne et comment ils participent au gouvernement.
- Une approche de la politique (et des politiques) visant la coopération et la collaboration, et qui soit vraiment représentative de la diversité des opinions des Canadiens, pourra alors prévaloir, et une démocratie plus aimable s'installer.
- Les gouvernements de véritables majorités mettront aussi un terme aux renversements de politique absurdes dont nous sommes témoins.
- Les Canadiens doivent être informés, éduqués et incités à participer aux affaires publiques.
- Tous les électeurs potentiels ont le devoir de participer à notre démocratie; le vote devrait tendre à être obligatoire au moyen de crédits d'impôt en cas de participation, ou d'amendes en cas d'abstention.
- Les jeunes adultes à l'école secondaire doivent être encouragés à s'inscrire sur les listes électorales.
- Quelqu'un qui est assez âgé pour être emprisonné ou s'enrôler dans l'armée mérite le droit de vote.

Accessibilité et inclusion

- Des outils supplémentaires doivent être disponibles dans les bureaux de scrutin pour les électeurs aux compétences limitées en matière de littératie.
- Tous les électeurs inscrits doivent avoir un accès égal à l'exercice du droit de vote.

Intégrité

- L'exercice du droit de vote en ligne n'est pas praticable à ce stade-ci; recourir à grande échelle à cette technologie serait périlleux et inacceptable.

Représentation locale

- Les électeurs dans toutes les circonscriptions doivent disposer d'un accès raisonnable à leurs représentants élus et chaque vote doit peser de façon égale au Parlement.
- Les services offerts à la population d'une circonscription et sa représentation au Parlement sont des aspects distincts, mais dans les deux cas, devraient s'équivaloir pour tous les électeurs, quel que soit leur lieu de résidence au pays.

Veillez persévérer afin d'apporter les réformes dont notre pays a désespérément besoin!